

La Wallonie dit 'non' à son meilleur ami

Les missions wallonnes au Canada sont pourtant légion

La Wallonie a donc entermé la signature du traité commercial entre l'Europe et le Canada. Si le sud du pays rejette un tel accord, cela n'empêche pourtant par les responsables politiques de se rendre très souvent outre-Atlantique pour s'inspirer du modèle canadien dans de nombreux domaines : économie, emploi, radicalisme, etc. Début octobre encore, André Antoine et d'autres parlementaires wallons s'y trouvaient. Plutôt paradoxal...

Hasard du calendrier, une délégation de députés wallons s'est rendue en visite officielle au Canada entre le 3 et le 8 octobre, pour « échanger sur les dossiers de politique générale ainsi que sur les relations très amicales » entre le Parlement wallon et l'Assemblée nationale du Québec. Vu le contexte actuel, ces propos officiels semblent presque ironiques. Car c'est bien le président du Parlement wallon, André Antoine (cdH), si hostile au traité du CETA, qui a emmené six

autres parlementaires au Québec : Virginie Gonzalez, Sophie Pécriaux et Christophe Collignon pour le PS, Olivier Maroy et Olivier Destrebecq pour le MR et Dimitri Fourny pour le cdH. Et rassurez-vous, ils n'ont pas quitté la Belle province avec du goudron et des plumes...

En réalité, les députés des deux as-

Début octobre, six députés wallons, emmenés par André Antoine, se sont encore rendus au Canada

semblées se rencontrent chaque année, alternativement au Québec et en Wallonie. Mais vu le contexte, la rencontre avait un côté surréaliste. « Oui, ça avait quelque chose de bizarre », souligne Olivier Maroy (MR), « car même si nous étions en mission pour parler de logement et d'énergie, les discussions ont fini par toucher

le CETA. » Et les Québécois, connus pour leur bonhomie, n'ont pas caché leur... étonnement.

« Ils ne comprennent pas qu'après toutes les collaborations économiques, culturelles, amicales entre nos deux pays, la Wallonie ait subitement peur d'eux et pas d'autres parties du monde avec qui elle fait des affaires, c'est une forme d'humiliation pour eux », poursuit Olivier Maroy. « Les échanges étaient cordiaux, ils nous ont démontré que le Canada était plus ouvert à la discussion que certains au niveau européen », enchaîne Christophe Collignon (PS). Et les querelles internes au Parlement wallon se sont poursuivies au Québec. Lors des discussions officielles, notamment avec le Premier ministre québécois Philippe Couillard, André Antoine a tenté d'expliquer les réticences du Parlement wallon. Mais les deux élus du MR ont tenu à faire entendre leur voix. « Vous devez savoir, amis Québécois, qu'un tiers des élus du Parlement wallon, est favorable au CETA. »

DESTINATION PRISEE

Si la mission parlementaire wallonne est la dernière en date outre-Atlantique, il faut savoir que

le Canada est, de manière globale, une destination particulièrement prisée des édiles du sud du pays. Et ce, dans tous les domaines : économie, radicalisme, énergie, emploi, formation, etc. D'ailleurs, les missions officielles s'y multiplient. Ainsi, d'après les chiffres fournis par l'Awex (Agence wallonne à l'Exportation), il y a eu pas moins de neuf missions à caractère purement économique au Canada depuis le 1^{er} janvier 2012. Soit deux par an, avec ou sans la présence du ministre Marcourt. Un chiffre important, qui démontre les relations commerciales entretenues entre la Wallonie et le Canada. S'ajoutent à ces missions économiques d'autres missions à caractère plus politique, comme celle mentionnée ci-dessus, avec présence de ministres ou parlementaires. Et là aussi, les chiffres ne sont pas anodins puisque l'on tourne à une moyenne de deux missions par an.

Le Canada, source d'inspiration de la Wallonie. Sans doute moins maintenant. ●

GASPARD GROSJEAN & DEMETRIO SCAGLIOLA

Notre opinion

Un « NON » légitime et risqué



Demetrio Scagliola
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

C'est NON. La Wallonie et Bruxelles ont officiellement refusé de signer le CETA, le traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Une décision qui pose de nombreuses questions. Est-ce légitime ? Oui, parfaitement. Les députés et le gouvernement wallons ont utilisé un

droit démocratique qui leur a été accordé.

Est-ce une bonne décision pour les Wallons ? Là, on est sceptique.

Le Canada est sans doute l'un des pays dont nous sommes les plus proches au niveau culturel, social et économique. Comment comprendre ce non au Canada alors que la Wallonie a signé un traité avec la Corée du Sud et fait des affaires avec la Chine, le Vietnam ou l'Arabie Saoudite ? Secouée justement par la fermeture de Caterpillar, la Wallonie semble entrée dans une spirale de la peur et du repli sur soi. Or, ce dont a un besoin vital la région, c'est d'emplois et

d'activités économiques. Pas d'idéologie supplémentaire ou de polémiques politiciennes.

Car si la Wallonie a mis en échec l'Europe entière sur ce dossier, on doute qu'elle parvienne à remettre en cause toute seule et tout de suite l'ordre économique mondial. On peut aussi craindre des mesures de rétorsion de la part des acteurs économiques et des institutions européennes, qui

ont pourtant été très généreuses avec notre région depuis plus de 30 ans. C'est sûr, Paul Magnette et Jean-Claude Marcourt devront être très forts et très persuasifs, désormais, pour convaincre des grands groupes d'investir en

Wallonie. Autant le savoir. Est-ce de la stratégie politique de la part du PS et du cdH ? Oui et non. Penser que ce coup de barre radical à gauche n'a aucun rapport avec la montée du PTB et la chute des humanistes dans les sondages serait d'une naïveté coupable. On s'étonne même que le PS n'ait pas renoué plus tôt avec ces valeurs fondatrices. Mais on ne peut douter non plus de la sincérité idéologique de Paul Magnette et de la nécessité réelle de prendre un peu de hauteur et de temps pour réécrire les nouvelles règles économiques internationales, mieux adaptées à la réalité actuelle et future de nos sociétés.

Paul Magnette (PS), ministre-président wallon

« Les ultimatums à répétition ne font que renforcer les difficultés »

Alors que les ultimatums de l'Union Européenne se succèdent, le ministre-président Paul Magnette reste insensible aux pressions. « Nous en étions ce lundi au troisième ou quatrième de suite. Ce genre de chose ne fait que renforcer les difficultés et l'image d'une Union Européenne qui veut imposer ses vues à tout prix. Selon moi, nous ne devons pas nous enfermer dans un calendrier. Le dossier se divise en

plusieurs volets. Entre Européens et Canadiens, tout d'abord. Au sein de l'Union ensuite.

Là, il demeure de gros soucis, notamment sur les tribunaux d'arbitrage. Puis, il y a aussi ce qui se passe

entre Belges. Ce lundi lors de notre rencontre, le Premier ministre

Charles Michel a de suite demandé une réponse en un mot. Oui ou non. Nous n'avons pas eu de discussion sur le fond. Je le regrette, mais ça viendra. Les négociations de ce genre sont toujours compliquées. Ce vendredi, c'était fini selon les Canadiens. Puis, ça a repris. »

Quant aux éventuelles représailles vis-à-vis de la Wallonie... « Cela fait partie des pressions. Mais d'autres

bloquent des dossiers depuis des années, sans répercussion spécifique. Si on commence à penser comme cela, on ne défend jamais ses principes. En outre, j'ai beaucoup de contacts bilatéraux avec des gens positifs vis-à-vis de nous. Sans oublier les soutiens de la société civile. »

Il semble, il est vrai, gagner petit à petit la bataille de l'opinion publique... ●

L. DÉV.

Raoul Hedebouw (PTB)

« Gouverner avec le PS, je ne dis pas non »

Pour le PTB, le refus wallon au CETA est une victoire idéologique. Mais politiquement, le repositionnement très à gauche du PS risque de poser un problème au parti des travailleurs. On en parle avec le leader wallon du PTB, Raoul Hedebouw.

➔ **Alors, c'est aussi une victoire du PTB ce non wallon ?**

Je suis enthousiaste en tant que porteparole du PTB, cela fait deux ans que l'on mobilise contre des traités, mais il faut reconnaître que c'est d'abord une victoire de la société civile, des mouvements citoyens,

des syndicats. On se réjouit de cette séquence, les retours de la base sont excellents.

➔ **Mais le PS revient chasser sur les mêmes terres que le PTB. Ennuyeux ?**

Je ne suis pas dupe, les derniers baromètres politiques et la hausse spectaculaire du PTB dans les sondages ont sans doute joué en partie sur l'attitude du PS. C'est vrai qu'au début du processus du CETA, on n'entendait pas le PS et le cdH sur cette ligne, mais on se réjouit sincèrement qu'ils nous aient rejoints. Attendez, je tiens vraiment à ajouter quelque chose d'important pour nous : Paul Magnette a tout notre soutien, il faut qu'il tienne le coup. Pour revenir au PS, c'était notre but de peser sur les majorités en place.

➔ **Vous pensez qu'il peut craquer ?**

Mon soutien est critique car si on dit oui à la note interprétative qui n'offre aucune garantie juridique, on a per-

du la bataille. Nous ne sommes pas naïfs. Dans ce cas-là, le PS aura fait de la communication, pas de la politique. Ecolo avait avalé les mêmes couleuvres en 2014 sur un autre traité, on le regrette

Le PTB dans les majorités communales en 2018 ? Pas impossible

encore aujourd'hui.

➔ **Vous avez des doutes sur la sincérité du PS ?**

La pression est forte, très forte et on a bien vu dans ce dossier que tout est possible et que de nombreux partis sociaux-démocrates en Europe ont fini par craquer, en Espagne, en Grèce, en France. On verra bien jusqu'où va le PS.

➔ **Vous les attendez au tournant ?**

L'ensemble du mouvement

populaire est mobilisé, c'est une situation exceptionnelle qu'il faut utiliser.

➔ **Vous seriez prêt à passer des alliances avec un PS qui reste très ancré à gauche ?**

Nous sommes prêts à avoir des discussions.

➔ **Je répète, le PTB est-il prêt à entrer dans des majorités communales ou régionales de gauche ou campez-vous sur la position « pas avant 15 ans » ?**

Je n'ai jamais dit pas avant 15 ans, j'ai dit 10 ans si le PS reste dans le cadre des traités européens d'austérité, de la rigueur qu'il poursuit aujourd'hui encore au gouvernement wallon.

➔ **Allez, on se lance, combien de chances de voir le PTB dans des majorités de gauche après les communales en 2018 ?**

Si le PS arrête, comme c'est le cas en région liégeoise, de nous taper dessus, je dirais 50 %, en tout cas je le dis clairement, nous ne disons pas non. ●

DEMETRIO SCAGLIOLA

Coulisses

Plié en une demi-heure ce lundi

La chose s'est jouée en une grosse demi-heure, en comité de concertation ce lundi. Mais en fait, elle était pliée dès la veille, lorsque, dimanche après-midi, la Wallonie a snobé une réunion de négociation mise sur pied par l'Europe pour tenter de sortir de l'impasse.

MARCHE ARRIÈRE DÉLICATE

« Là, on avait compris qu'elle ne voulait plus chercher de solution, et cela s'est confirmé lundi matin, quand les représentants wallons n'ont pipé mot au cours de la réunion préparatoire du comité de concertation », dé-

code ce proche du camp du oui. Et lorsque cette structure qui réunit tous les gouvernements du pays s'est tenue, « Paul Magnette et Maxime Pré-vot ont répété leur opposition à la signature du CETA, mais sans plus aborder leurs revendications de modification du texte », explique un participant.

Officiellement, le président de Conseil européen et le Premier ministre du Canada pensent que le sommet de ce jeudi est toujours possible. Mais, en coulisses, peu y croient encore. « Paul Magnette va avoir besoin de temps pour inverser

la tendance, il ne peut pas faire ça en trois jours », décote ce cacique. « Je ne suis même pas sûr qu'il puisse encore un jour dire oui, au risque de perdre alors tout le bénéfice de son opération auprès des adversaires du CETA qui resteront contre, quels que soient les amendements obtenus », complète cet autre.

Pourquoi alors s'acharner à maintenir le sommet de jeudi ? Parce que l'Europe sait que le Canada pourrait se tourner vers d'autres partenaires, dans le Pacifique ou en Amérique du Sud. Ou tenter des accords bilatéraux avec les principaux

pays européens, qui mine-raient encore plus le crédit de l'Europe, dans ce marché dont l'enjeu serait 14 milliards d'euros.

A-t-elle vraiment tenté de mettre le couteau sous la gorge de la Wallonie pour qu'elle signe ? La question fait sourire au fédéral, où on rappelle que le texte du traité est connu depuis 2014, quand le gouvernement Di Rupo était en affaires courantes, et que des réunions intensives sont en cours depuis le 5 juillet pour arrêter la position belge. ●

CH. C.

Discretion Le malaise du ministre Jean-Claude Marcourt

Ne cherchez pas une grande déclaration du ministre wallon de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique à propos du CETA, vous n'en trouverez aucune. Tout juste une timide réponse à une question en commission du Parlement wallon, soulignant que sa position était similaire à celle du gouvernement. Point à la ligne, Jean-Claude

Marcourt n'en dira pas plus. Et pourtant, la question mérite d'être posée : qui pourrait avoir un meilleur avis sur l'impact du traité commercial Europe-Canada

sur l'économie de la Wallonie que le ministre de tutelle ? La réponse est dans la question. Malgré tout, le nom « Marcourt » est totalement éclipsé du débat, dont s'est emparé Paul Magnette en personne. Preuve de ce qui s'apparente clairement à une ambiguïté : le 26 septembre dernier, lors du

conseil communal de la Ville de Liège, Jean-Claude Marcourt, pourtant chef de groupe PS, s'est subtilement éclipsé de la salle au moment du débat portant sur une motion en vue de déclarer Liège « Ville hors CETA ». Une motion pourtant portée par tous les partis, à l'exception du MR. Christine Defraigne ne s'est d'ailleurs pas fait prier pour ironiser sur la chose, réclamant même en vain la présence de l'intéressé.

D'aucuns murmurent également que la sortie remarquée de la patronne de l'Awex dans la

presse, soulignant l'intérêt commercial pour la Wallonie à signer le CETA, aurait été poussée par le ministre wallon himself. Bref, le malaise est palpable pour celui qui contribue depuis de nombreuses années maintenant à la relance de l'économie wallonne, dont les exportations sont d'ailleurs au cœur du positif. ●

GASPARD GROSJEAN

Charles Michel réagit

« La chaise vide wallonne était incompréhensible »

Dans quel état d'esprit se trouve Charles Michel ? Interview.

↳ Comprenez-vous le refus wallon ?

Je le respecte. Comme Premier ministre, je veille à faire fonctionner nos institutions. Elles prévoient qu'une entité peut s'opposer à un traité. C'est ce que j'ai essayé de relayer et d'expliquer à l'extérieur, avec Didier Reynders.

↳ Mais vous avez tout fait pour qu'ils signent...

Le gouvernement fédéral y a effectivement donné son

accord, tout comme les gouvernements flamand et germanophone. Ce débat est le fruit d'un très long processus : le premier mandat donné à la commission européenne pour négocier ce traité remonte à 2009. Il a été confirmé en 2011.

↳ Gardez-vous espoir que la Wallonie change d'avis ?

Personne ne peut répondre. Le problème se trouve à présent entre la commission européenne et le Canada...

↳ L'image de la Belgique sort-elle durablement

écornée de cette crise ?

Je me bats depuis le premier jour

pour essayer de l'éviter. Je vais continuer cet exercice pédagogique pour expliquer notre situation.

↳ Le PS dit avoir subi des pressions. Vous aussi ?

Moi, non. Mes contacts ont bien compris que le problème se situait au niveau des gouvernements wallon et bruxellois. Il est clair que la chaise vide wallonne aux réunions de dimanche était

incompréhensible. Même chose pour le silence wallon ce lundi matin, aux réunions préparatoires du comité de concertation.

↳ Nos entreprises doivent-elles craindre d'en payer le prix ?

J'espère que non. Je vais utiliser mes bons contacts depuis quelques mois avec mon homologue canadien Justin Trudeau pour défendre l'image de la Belgique.

↳ Votre autorité ne sort-elle pas écornée de cette crise ?

Absolument pas. Au niveau

européen, ma crédibilité est intacte. Chacun a d'ailleurs loué mon engagement, ma créativité pour chercher une solution. Mais le gouvernement wallon a posé son choix. Il est démocratique et j'y suis confronté.

↳ Un choix démocratique ou politique ?

C'est à eux qu'il faut le demander. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIAN CARPENTIER

Paul Magnette : « C'est dur pour mon entourage, mais il me soutient... »

Le Carolo est au centre de toutes les attentions ces derniers jours avec le fameux CETA

Le discours et la position fermes de Paul Magnette vis-à-vis du traité de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada, le CETA, ont bluffé tout un chacun, qui ne s'attendait pas à voir la petite Wallonie résister dans un débat de géants. Héros porté aux nues par les uns, irresponsable vilipendé par les autres, le Carolo ne donnera pas l'aval indispensable de la Région wallonne tant que ses doléances n'auront pas été entendues. Depuis quelques jours, toutes les personnes qui s'intéressent à la politique dans l'Union Européenne, ou presque, connaissent le bourgmestre et ministre-président wallon.

↳ Paul Magnette, avec cette affaire, vous êtes devenu une figure pour les anti-mondialisations de tout poil. Je suis moi-même surpris. Je reste un vrai Européen. De même, je ne suis pas contre le traité en tant que tel. La mondialisation se fait et il vaut mieux l'encadrer de règles très claires. Malheureusement, il reste ici de sérieuses ambiguïtés, notamment en ce qui concerne les tribunaux d'arbi-

trage.

↳ Mais vous constatez tout de même un nombre colossal de soutiens !

Bien sûr, nous avons reçu énormément de mails en ce sens. Cela dit, certaines personnes me soutiennent pour de mauvaises raisons : je vois par exemple des encouragements de nationalistes alors que je ne le suis pas du tout...

↳ À l'inverse, vous devez subir de sérieuses pressions, avec notamment les ultimatus de l'Union Européenne.

Ce n'est jamais facile à vivre, mais quand on sait pourquoi on fait quelque chose, on peut résister à beaucoup. En ce qui concerne les ultimatus, nous en étions ce lundi au troisième ou quatrième de suite. Ce

genre de chose ne fait que renforcer les difficultés et l'image d'une Union Européenne qui veut imposer ses vues à tout prix. Selon moi, nous ne devons pas nous enfermer dans un calendrier. Le dossier se divise en plusieurs volets. Entre Européens et

Canadiens, tout d'abord. Au sein de l'Union ensuite. Là, il demeure de gros soucis, notamment sur les tribunaux déjà évoqués. Puis, il y a aussi ce qui se passe entre Belges. Ce lundi lors de notre rencontre, le premier ministre

Charles Michel a de suite demandé une réponse

en un mot. Oui ou non. Nous n'avons pas eu de discussion sur le fond.

Je le regrette, mais ça viendra. Les négociations de ce genre sont toujours compliquées. Ce vendredi, c'était fini selon les Canadiens. Puis, ça a repris.

↳ La Wallonie ne risque-t-elle pas de subir des représailles

dans les mois et les années à venir ?

Cela fait partie des pressions. Mais d'autres bloquent des dossiers depuis des années, sans répercussion spécifique. Si on commence à penser

comme cela, on ne défend jamais ses principes. En outre, j'ai beaucoup de contacts bilatéraux avec des gens positifs vis-à-vis de nous. Sans oublier les soutiens de la société civile.

↳ Avec tout cela, à titre personnel, vous attrapez en tout cas une carrure européenne.

Honnêtement, je suis concentré sur les dossiers et je n'y pense pas. Nous n'avons pas cherché un coup de pub. Nos premières demandes concernant ce traité remontent à deux ans. Hélas, les discussions réelles ont débuté voici peu. Le fait que nous ne cédon pas nous donne de la visibilité. Mais nous aurions préféré être sim-

plement entendus.

↳ Après les dossiers Caterpillar et ING, vous n'arrêtez pas ! Quel est l'impact pour votre vie de famille ?

Bien sûr, c'est dur pour l'entourage. C'est même la partie la plus difficile. Mais ma famille connaît ça et me soutient. Elle partage mes valeurs et m'encourage.

●

LOÏC DÉVIÈRE

Il explose aussi sur les réseaux sociaux

Contrairement à d'autres politiciens, Paul Magnette n'est pas du genre à étaler sa vie privée sur les réseaux sociaux à longueur de journée. Pourtant, ceux-ci en sont fous ces derniers jours. C'est bien simple : lors d'une enquête récente sur la communication digitale des élus carolos, on dénombrait 37.100 abonnés Facebook pour le bourgmestre carolo. Hier soir, il en comptait pas moins de 47.101. Parmi ses nouveaux « followers », on retrouve sans doute bon nombre d'Européens qui ont découvert

Paul Magnette ces derniers jours, « grâce » à son refus du CETA.

D'autres chiffres sont tout encore plus impressionnants : la vidéo de son discours devant le parlement wallon à propos du traité Canada-Europe a été visionnée 794.000

fois, toujours sur Facebook, avec 17.286 partages à la clé.

Cette popularité digitale, il sait aussi s'en servir à bon escient. Dimanche, il avait twitté : « *Domage que les pressions de l'UE sur ceux qui bloquent la lutte contre la fraude fiscale ne soient pas*

aussi intenses ».

Et les messages de soutien affluent aussi via, donc, ces fameux réseaux sociaux. Jeudi dernier, Greenpeace Belgium avait posé sur Facebook :

« *Nous ne sommes pas seuls ! Partout dans le monde, notre petite Wallonie est soutenue dans son rejet du CETA. Montrez-vous aussi votre soutien en partageant cette vidéo sur le mur de Paul Magnette. #STOP-CETA* » Le tout accompagné d'une vidéo à propos du CETA où le bourgmestre carolo avait le beau rôle. ●

L. DÉV.

Les compliments pleuvent de France

Natacha Polony veut « Magnette président »

De ce côté-ci de la frontière, on évoque souvent un certain chauvinisme de nos voisins et amis français. Pourtant, ces derniers jours, bon nombre d'entre eux issus des mondes médiatique et universitaire encensent Paul Magnette. Au moment où certains mettent en avant le risque d'isolement de la Wallonie suite à sa fermeture dans le dossier du CETA, les soutiens de leur part vis-à-vis du bourgmestre carolo sont légion.

Natacha Polony, ex-chroniqueuse de « On n'est pas couché » sur France 2, n'a pas compté ses compliments dans une chro-

nique parue dans Le Figaro. Morceaux choisis. « Il faudrait toujours relire René Goscinny. Dans l'album Astérix chez les Belges, les fiers Gaulois sont furieux d'apprendre que Jules César décrivait les Belges comme le peuple le plus brave de la Gaule. On adorerait que, piqués au vif, nos politiques aillent se mesurer au courage de leurs voisins. Mais le spectacle un peu falot de la campagne à droite, le naufrage surréaliste d'un président devenu un cas psychanalytique, nous laissent deviner que nous resterons de notre côté de la frontière. Le mauvais. » Elle poursuit un peu plus loin : « De par-tout, on entend les uns et les autres

s'agacer que trois millions et demi de Wallons bloquent un traité qui concerne 500 millions d'Européens et qui est accepté par leurs représentants. Voilà qui nous prouve seulement que ces heureux Wallons sont les seuls à disposer encore de représentants qui les représentent vraiment, défendant leurs intérêts plutôt que les dogmes d'une oligarchie déterritorialisée et protégeant jalousement leur souveraineté, c'est-à-dire leur droit de décider de leur destin. Aussi, chers amis wallons, montrez-vous magnanimes envers des voisins nécessaires. Prêtez-nous Paul Magnette pour cette élection de 2017 dont les enjeux essentiels

sont d'ores et déjà évacués par nos candidats. Il est prédestiné. Le siège de la présidence wallonne, la Maison jamboise à Namur, est surnommé l'Élysette. »

Un universitaire nancéen Thierry Lentz, historien très reconnu dans l'Hexagone, a par ailleurs indiqué sur Facebook que « ce Monsieur Magnette, premier ministre de Wallonie, est excellent. On n'entend pas souvent de tels arguments de ce côté-ci... » Le tout en partageant une partie du discours du ministre-président wallon devant le parlement.

Magnette superstar disait-on... ●

L. DÉV.

Quid de Charleroi ?

Il n'était pas présent ce lundi au conseil

Paul Magnette défend bec et ongles les intérêts de la Wallonie. Il n'hésite pas à y passer de très nombreuses heures pour l'instant...

Au point de délaisser Charleroi dont il reste « bourgmestre en titre » selon le site officiel de la Ville ?

« J'ai toujours respecté les règles à ce niveau. Je ne vais pas au Collège. Mais toutes les équipes travaillent et fonctionnent très bien ensemble », précise le principal intéressé.

Mais son absence au conseil communal de Charleroi, où des sympathisants étaient justement venus afin de lui témoigner leur soutien dans le dossier CETA, n'est à tout le moins pas passée inaperçue... ●

L. DÉV.